

Cycle de l'eau

38e Congrès FNCCR - Septembre 2022 - RENNES

Table ronde 3 - Mardi 27 septembre 2022

GESTION DE CRISE ET CYCLE DE L'EAU : PEUT-ON TOUT ATTENDRE DES POUVOIRS PUBLICS ?

INTERVENANTS



Animation par Hélène HERZOG-STASI

Hervé PAUL

Vice-président de la FNCCR, Vice-président de Nice Côte d'Azur, membre de la Commission mixte inondation pour le Bassin Rhône-Méditerranée-Corse

Judes CHRISTINE

Directeur général d'Odyssi

Michel DEMOLDER

Président de la Collectivité Eau du Bassin Rennais

Yoann LA CORTE

Adjoint à la cheffe du service des risques naturels et hydrauliques, Direction générale de la prévention des risques (DGPR), Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires

Hélène HERZOG-STASI

Dans le cadre de ce congrès, j'aurai le plaisir d'animer plusieurs tables rondes consacrées à l'eau. Nous parlerons aujourd'hui de la gestion des crises liées à l'eau, une question essentielle au regard de la fréquence des pics de chaleur, inondations et épisodes de sécheresse. Notre vie à tous est désormais rythmée par des événements météorologiques violents, voire extrêmes, qui s'intensifient et se multiplient. Face aux risques et aux crises que nous traversons, la protection des populations devient un enjeu crucial.

Mais à qui incombe cette responsabilité ? Relève-t-elle de l'État, des collectivités ou des citoyens eux-mêmes ? Et en quoi consiste précisément ce devoir de protection ?

Enfin, quelles en sont les différentes manifestations (acceptation de l'existence du risque, anticipation, diffusion des bons réflexes et solutions de sécurisation) ?

Ces enjeux ont été mis en évidence à travers la mission sur la transparence, l'information et la participation de tous à la gestion des risques majeurs, technologiques et naturels. Une mission présidée par Frédéric Courant, ancienne vedette de l'émission C'est pas sorcier.

Nous débattons ce matin des actions menées par les territoires pour protéger la population dans les contextes de crise. Quatre intervenants participeront à ces échanges.

Hervé PAUL, vous nous rejoignez en visioconférence. Vous êtes vice-président référent « cycle de l'eau » à la FNCCR et maire de Saint-Martin-du-Var. Vous êtes aussi vice-président de la métropole Nice Côte d'Azur en charge de l'eau.

Michel DEMOLDER, vous êtes président de la Collectivité Eau du Bassin Rennais, également maire de Pont-Péan, et président de la commission locale de l'eau du SAGE de la Vilaine.

Judes CHRISTINE, vous êtes directeur général d'Odyssi, régie des eaux en charge de la distribution de l'eau potable et de la collecte des eaux usées en Martinique.

Enfin, Yoann LA CORTE, vous êtes adjoint à la cheffe du service des risques naturels et hydrauliques au sein de la Direction Générale de la Prévention des Risques (DGPR), rattachée au ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires.

Hervé PAUL, je me tourne immédiatement vers vous. Dans la métropole de Nice, les risques prennent la forme d'un excès ou d'un manque d'eau. Nous avons tous en mémoire la terrible tempête Alex. Elle avait causé des inondations dans les vallées de la Vésubie et de la Tinée, il y a près d'un an, avec un très lourd bilan : 8 morts, une dizaine de personnes disparues, près de 13 000 habitants impactés et une facture de dommages d'environ 1 milliard d'euros.

Hélène HERZOG-STASI

HERVÉ PAUL, QUELLES ONT ÉTÉ LES CONSÉQUENCES DE CES INONDATIONS SUR LES SERVICES PUBLICS D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT ?

Hervé PAUL

Pour rappel, le territoire de la métropole Nice Côte d'Azur s'étend de la Méditerranée jusqu'aux sommets du Mercantour, à la frontière italienne. Il s'agit donc d'un secteur très diversifié, et surtout très montagneux.

Dans la nuit du vendredi 2 au samedi 3 octobre, la pluviométrie a dépassé le seuil de 500 mm (soit 500 l/m²). Cette dépression a été d'autant plus violente qu'elle s'est déplacée lentement. Dans les bassins versants, la pluviométrie a été de 200 mm, mais ces précipitations ont été suffisantes pour arracher le sol et créer de nouveaux vallons.

À Saint-Martin-de-Vésubie, après la tempête, la largeur du cours d'eau est passée de 10 à 100 mètres. Une partie des maisons ont été entièrement emportées par les eaux, d'autres fortement endommagées.

Les dégâts ont été estimés à près de 1 milliard d'euros, avec 50 km de routes à remettre en état, des coûts de 20 millions d'euros pour l'eau potable et d'un montant comparable pour l'assainissement, et enfin des travaux considérables pour réparer le réseau électrique.

Dans le canal de la Vésubie, les murs ont été emportés et le chenal a été complètement ensablé.

La route étant coupée, tous les engins ont dû être acheminés par hélicoptère.

Le canal de la Vésubie est essentiel pour l'alimentation en eau du périmètre. Cependant, un système de secours permet d'assurer l'approvisionnement en eau des parties Sud et Est du territoire. Fort heureusement, ces travaux avaient été réalisés avant la tempête Alex. L'alimentation du canal a été interrompue pendant six semaines.

Concernant l'assainissement, il a fallu commencer par retirer les canalisations pour continuer la collecte et installer une unité mobile de traitement chimique. Par la suite, des stations biologiques ont été mises en place. Il s'agit aujourd'hui de reconstruire définitivement les stations. Cependant, les terrains sur lesquels ces dernières étaient bâties ont été emportés par la rivière. La collectivité doit donc acquérir de nouveaux terrains pour reconstruire les stations d'épuration.

Hélène HERZOG-STASI

UN AN APRÈS CETTE CATASTROPHE, LES SERVICES D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT SONT-ILS COMPLÈTEMENT RÉTABLIS ?

Hervé PAUL

Trois semaines seulement après le passage de la tempête, tous les habitants permanents avaient de nouveau accès à l'eau. Lors de la reconstruction des routes, les réseaux d'eau et d'assainissement ont été réalimentés.

Cependant, comme je l'ai précisé, une large partie des actions réalisées jusqu'à présent pour rétablir le système d'assainissement sont provisoires.

Hélène HERZOG-STASI

QUELS ENSEIGNEMENTS TIREZ-VOUS DE CETTE EXPÉRIENCE SUR LA PRÉPARATION DES POPULATIONS À CE TYPE DE CRISE ? APRÈS CET ÉPISODE, QUELLE EST LEUR CULTURE DU RISQUE ?

Hervé PAUL

La plupart des habitants dont la maison a été emportée n'auraient jamais imaginé un scénario aussi extrême. Désormais, les personnes résidant sur place sont très sensibilisées et ont appris comment réagir en contexte de crise.

Un travail conséquent a été accompli par les communes et la métropole pour mettre à jour tous les plans communaux de sauvegarde (PCS). En outre, le plan local d'urbanisme métropolitain est en cours de révision.

Par ailleurs, un dispositif d'information à destination des centres de loisirs, centres d'hébergement et établissements scolaires, est en cours de déploiement.

Enfin, les élus eux-mêmes sont désormais sensibilisés à cette problématique. À Saint-Martin-de-Vésubie, tous les moyens de communication ont été entièrement coupés. Un travail a donc été lancé par la métropole, en lien avec les communes, pour mettre en place des réseaux satellites, de manière à maintenir le contact avec les territoires en cas de sinistre.

Hélène HERZOG-STASI

AVEZ-VOUS MIS AU POINT UN SYSTÈME D'ALERTE PAR SMS, À L'IMAGE DE CE QUI SE FAIT DANS CERTAINES RÉGIONS ?

Hervé PAUL

Oui. Cet outil peut s'avérer très efficace en période de crue ou de sécheresse. Nous avons effectué des envois ciblés de SMS aux abonnés de la régie et aux habitants inscrits sur une liste.

Hélène HERZOG-STASI

JE VOUS PROPOSE D'ABORDER À PRÉSENT LA QUESTION DE LA SÉCHERESSE. À QUELS ENJEUX VOTRE TERRITOIRE EST-IL CONFRONTÉ ?

Hervé PAUL

Tandis que la tempête Alex a nécessité une réponse d'urgence, la sécheresse pose des problèmes à moyen terme.

La Côte d'Azur a connu cette année des températures anormalement élevées dès le mois de janvier : des records d'ensoleillement ont ainsi été enregistrés à Nice.

Le nombre de nuits dites « tropicales » (nuits où la température ne descend pas en dessous de 20°) a également dépassé les valeurs maximales historiques. Pas moins de 95 nuits tropicales ont ainsi été dénombrées au cours de l'été, dont 66 consécutives entre le 30 juin et le 4 septembre 2022. Le précédent record, qui datait de 2016, était de 58 nuits tropicales consécutives. Autre fait éloquent : les 10 années concentrant le plus grand nombre de nuits tropicales font partie des 15 dernières années.

Entre octobre 2021 et septembre 2022, la pluviométrie atteignait près de 400 ml, pour une valeur moyenne proche de 800 ml. En d'autres termes, le niveau de pluviométrie est deux fois plus faible qu'habituellement.

La pluviométrie est donc en nette diminution. Dans le même temps, les précipitations tendent à se concentrer sur des périodes très courtes. À titre d'exemple, en juin 2022, près de 64 mm d'eau sont tombés en deux heures.

Dès le mois de mars 2022, le préfet des Alpes Maritimes a pris un arrêté pour classer la plupart des bassins versants en zone de vigilance. Le 31 mars, cette décision a été élargie à d'autres bassins versants. Le 29 avril, la vigilance a été prolongée sur l'ensemble des bassins versants. Dès le 23 mai, certains bassins versants étaient en alerte. Le 30 juin, le niveau d'alerte a été renforcé, avec trois bassins supplémentaires en alerte. L'alerte renforcée a été maintenue à partir du 28 juillet. Le 17 août, 3 bassins versants entiers étaient en situation critique, tandis que les autres étaient en alerte renforcée. En résumé, cet épisode de crise dure depuis le mois de mars. La forte baisse du niveau d'eau du lac du Broc illustre bien cette évolution.

Nous avons mobilisé tous les moyens à notre disposition pour nous assurer qu'aucun habitant ne manque d'eau : appels automatiques, SMS ciblés, newsletter... Dans ces messages, nous demandons aux citoyens de réduire leur consommation d'eau pour éviter des coupures d'eau.

Nous avons aussi distribué des kits d'économie d'eau dans les communes les plus vulnérables. Ces démarches sont aussi menées auprès des touristes, qui étaient très nombreux cette année sur la Côte d'Azur.

Par ailleurs, des travaux d'urgence ont été réalisés pour alimenter les villages les plus sensibles, à commencer par celui de Lantosque. D'autres aménagements ont été effectués à Saint-Étienne-de-Tinée, et toutes les équipes du littoral ont été envoyées en renfort dans le haut pays pour des recherches de fuites.

Cette dernière action a permis d'améliorer considérablement le taux de rendement du réseau, qui a atteint 95 %.

S'agissant des moyens mis en œuvre, des citernes supplémentaires ont été achetées au printemps. Nous avons utilisé les ressources de l'armée. Pendant la tempête Alex, quatre hélicoptères dont un gros porteur avaient été mobilisés. Ils réalisaient près de 30 rotations par jour. Le coût total de ces navettes est estimé entre 700 000 et 800 000 euros. Elles ont permis d'acheminer jusqu'aux villages 70 tonnes d'eau, 10 km de canalisations, des cuves et engins de chantier, mais aussi des agents.

L'augmentation de la consommation n'est pas une fatalité. En mai et juin, nous avons renforcé le dispositif de communication auprès des habitants, en les appelant dès qu'une consommation anormale était détectée par radiorelève. Cette démarche a permis d'impulser une diminution de la consommation à partir du mois de juillet, alors même que la fréquentation touristique était forte et que les températures étaient très élevées.

Entre 2006 et 2022, nous sommes parvenus à réduire de 25 % nos besoins en eau, et par conséquent les prélèvements dans le milieu naturel. Cela montre que la chasse au gaspillage porte ses fruits.

Hélène HERZOG-STASI

MICHEL DEMOLDER, LE BASSIN RENNAIS EST PLUTÔT CONFRONTÉ AU RISQUE DE SÉCHERESSE. TOU-TEFOIS, EN TANT QUE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION LOCALE DE L'EAU DU SAGE DE LA VILAINE ET MAIRE DE PONT-PEAN, VOUS ÊTES AUSSI CONCERNÉ PAR LE RISQUE D'INONDATION. POUVEZ-VOUS NOUS FAIRE PART DES MESURES MISES EN ŒUVRE EN RÉPONSE À CE RISQUE ?

Michel DEMOLDER



Il va de soi que les crues de montagne ne sont pas comparables aux crues de plaine. Dans le bassin de la Vilaine, les réflexions sur les inondations ont débuté à la fin des années 1990, suite aux crues importantes de 1995, 1999 et 2001. Sur ce périmètre, 10 500 habitations peuvent être touchées.

Il est important de développer la culture et la mémoire du risque. À Pont-Péan, la population n'a pas connu de crue depuis 2001, de sorte que beaucoup d'habi-

tants ont perdu la mémoire de cette expérience.

En parallèle, nous nous appuyons sur des plans de prévention des inondations, portés par l'EPTB Vilaine. Dans ce cadre, des études de terrain ont permis de créer des zones de ralentissement dynamique pour réduire les impacts des inondations. Des témoins ont aussi été posés sur différents bâtiments pour rappeler les hauteurs de crues. Différents travaux ont également été réalisés. Ces actions ont été financées grâce aux fonds Barnier.

Il faut également actualiser régulièrement les plans communaux de sauvegarde, qui répertorient l'ensemble des risques. Chaque commune établit aussi son Document d'information sur les risques majeurs.

Pour préserver les capacités de résilience de la population, ces démarches doivent être relancées de manière régulière.

Hélène HERZOG-STASI

LE SECTEUR DE RENNES EST DÉSORMAIS CONFRONTÉ À DES DÉFICITS DE PLUVIOMÉTRIE IMPORTANTS, Y COMPRIS EN PÉRIODE HIVERNALE. QUELLES MESURES PRÉVENTIVES ET CORRECTIVES SONT MISES EN ŒUVRE POUR MINIMISER CES EFFETS ?

Michel DEMOLDER

Il faut savoir que la ville de Rennes collecte son eau depuis le bassin de Fougères, la Rance et le barrage de Chèze-Canut, d'une capacité de 14,5 millions de m³.

Les 12 derniers mois ont été déficitaires, et un record de 45 jours sans pluie a été enregistré.

Hélène HERZOG-STASI

CE MANQUE D'EAU EST-IL LIMITÉ À L'ANNÉE 2022 ?

Michel DEMOLDER

Notre territoire avait déjà connu des sécheresses hivernales. De ce fait, le barrage de Chèze-Canut doit être complètement rempli pour passer la période d'étiage.

En février 2022, nous avons autorisé la société publique locale en charge des usines d'eau potable à effectuer des pompages dans le Meu à hauteur de 3,5 millions de m³. Le coût de ces opérations n'est pas négligeable puisqu'il représente 130 000 €.

Cependant, la période de sécheresse n'est pas terminée. Une commission de gestion de la ressource en eau

est présidée par le préfet dans chaque département. Les milieux aquatiques sont en situation de crise. Ce phénomène, conséquence directe du dérèglement climatique, est appelé à se répéter régulièrement.

Des actions de communication auprès de la population ont également été réalisées. Des ambassadeurs de l'eau ont distribué aux usagers 500 kits d'économie d'eau. Les études montrent que l'utilisation des équipements hydro-économes et la vigilance des usagers permettent de réduire la consommation de 13 %.

Ces efforts sont d'autant plus indispensables que notre territoire devrait accueillir 100 000 habitants de plus d'ici 2035. Si la consommation reste constante, il nous faudrait donc trouver 5 millions de m³ supplémentaires pour absorber cette demande.

En outre, nos ressources proviennent essentiellement des eaux de surface.

Hélène HERZOG-STASI

QUELLES SONT VOS PROPOSITIONS À L'INTENTION DES GROS CONSOMMATEURS ?

Michel DEMOLDER

Des diagnostics sont proposés aux usagers consommant plus de 3 000 m³ d'eau par an. Il peut s'agir d'industriels mais aussi d'hôpitaux ou de stades. Sur la base de ces diagnostics, des plans d'action sont ensuite mis en œuvre.

Nous avons aussi interpellé l'État pour faire évoluer le Code de la santé publique, afin de faciliter la récupération d'eaux usées traitées dans les process industriels. Il faut aussi revoir impérativement la réglementation pour autoriser les ventes de matériels hydro-économes dans les maisons neuves.

Hélène HERZOG-STASI

PERCEVEZ-VOUS DES PROGRÈS DANS LA PERCEPTION DE CES PROBLÈMES PAR LA POPULATION ?

Michel DEMOLDER

Oui. La prise de conscience est très sensible. Paradoxalement, notre territoire est lui aussi touché par une augmentation de la construction de piscines. C'est pourquoi nous avons instauré un tarif progressif de l'eau, dont le coût augmente en fonction de la consommation (avec des mesures d'atténuation pour les familles nombreuses).

Hélène HERZOG-STASI

JUDES CHRISTINE, À L'INSTAR DE LA GUADELOUPE, FRAPPÉE ACTUELLEMENT PAR LA TEMPÊTE FIONA, LA MARTINIQUE EST EXPOSÉE À DES RISQUES NATURELS VIOLENTS ET FRÉQUENTS. LA CULTURE DES RISQUES EST-ELLE PLUS DÉVELOPPÉE SUR VOTRE TERRITOIRE QU'EN MÉTROPOLIS ?

Tout d'abord, il me paraît important de rappeler que la Martinique est une île volcanique de 1 248 km² exposée à de multiples risques : séismes, éruptions volcaniques, tsunamis...

Depuis une dizaine d'années, la population de la Martinique (entre 350 000 et 360 000 habitants) connaît une baisse d'environ 3 000 habitants par an. Les prélèvements sont presque exclusivement opérés sur les eaux de surface. Ils représentent 55 millions de m³ d'eau par an. Un travail collectif est en cours pour améliorer le rendement de réseau.

La compétence eau est portée par les trois communautés d'agglomération : Cap Nord (qui regroupe 16 communes), la CACEM (qui réunit 4 communes) et la CAESM (qui couvre 18 communes).

En 2020, en pleine période de Covid, la disponibilité en eau sur le territoire de la CACEM était de 47 000 m³, alors que le besoin quotidien est estimé à 58 500 m³. Or, cette communauté d'agglomération comprend le plus grand hôpital de Martinique, de nombreux EHPAD, des hôpitaux secondaires, cliniques et centres de dialyse. Il a donc fallu organiser des tours d'eau, tout en justifiant les choix opérés auprès des habitants.

La crise de 2020 a été particulièrement difficile et inédite par l'ampleur du manque d'eau. Les trois communautés et la collectivité territoriale de Martinique se sont fixées un cap pour améliorer le rendement du réseau.

La principale usine d'eau potable, localisée dans le Nord, devrait être équipée d'une 2^e, voire d'une 3^e ligne de production.

Il faut rappeler qu'en pleine crise sanitaire, les équipes devaient travailler sans masque. Les abonnés étaient exaspérés.

Judes CHRISTINE



Au sein de la Préfecture de la Martinique, il existe une structure animée par la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) de la Martinique et, le cas échéant, par le secrétaire de la Préfecture. Elle est importante en période de crise, car elle présente le bilan de la situation et fournit des perspectives sur la mutualisation de la ressource entre les différents territoires.

La population martiniquaise est habituée de longue date aux risques cycloniques et sismiques.

Hélène HERZOG-STASI

CETTE CULTURE LOCALE DU RISQUE AIDE-T-ELLE LA POPULATION À AFFRONTER LES SITUATIONS D'URGENCE ?

Judes CHRISTINE

Si vous m'aviez posé cette question avant la sécheresse de 2020, j'y aurai répondu par l'affirmative. Mais depuis cette période, j'ai été traité d'assassin. L'année 2020 a été marquée par une succession de crises.

Les administrés sont de plus en plus vigilants. Odyssi et la collectivité en charge du Sud ont d'ailleurs été condamnées au motif qu'elles ne parvenaient pas à approvisionner en eau tous les abonnés.

Il existe bien une culture du risque en Martinique, mais la population se montre plus véhémence.

Hélène HERZOG-STASI

LE PERSONNEL DES SERVICES PUBLICS PARTAGE-T-IL CETTE CULTURE DU RISQUE ?

Judes CHRISTINE

Je tiens à rendre hommage à la résilience et l'implication des agents d'Odyssi, qui ont accepté de réaliser des interventions de terrain sans disposer de masques adaptés. Le fait est que la pénurie de masques était encore plus forte aux Antilles qu'en Métropole.

Hélène HERZOG-STASI

QU'EN EST-IL DU RISQUE D'INONDATION À LA MARTINIQUE ?

Judes CHRISTINE

Les fortes pluies posent un problème de turbidité qui est très complexe à traiter. En période d'inondation,

malgré les efforts fournis par les équipes, la production d'eau est parfois impactée.

Hélène HERZOG-STASI

YOANN LA CORTE, POUVEZ-VOUS NOUS EXPOSER L'ORGANISATION DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PRÉVENTION DES RISQUES ?

Yoann LA CORTE

La DGPR est rattachée au ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires. Sa mission consiste à construire les politiques publiques de résilience face à l'ensemble des risques auxquels sont confrontés nos territoires.

La DGPR se compose de trois services :

- le service des risques technologiques ;
- le service des risques naturels hydrauliques ;
- le service des risques liés aux pollutions dans l'environnement, qui travaille aussi sur l'économie circulaire.



Hélène HERZOG-STASI

QUELLES SONT LES GRANDES ORIENTATIONS NATIONALES EN MATIÈRE DE PRÉVENTION DES RISQUES ?

Yoann LA CORTE

La prévention implique de connaître les phénomènes en question, grâce à l'observation et la connaissance scientifique, et de surveiller les territoires. Le réseau Vigicrue, piloté par les services de l'État, a mis au point une application destinée à tous permettant de recevoir des alertes en cas de crue. Il existe aussi une application nommée Vigicrue Flash, à l'intention des maires.

L'État intervient aussi dans l'aménagement du territoire. Il peut, lui aussi, établir des plans de prévention des risques. Un guide technique destiné aux territoires est d'ailleurs en cours de préparation. Il permettra de mieux prendre en compte le risque torrentiel et le risque de ruissellement.

Il est à noter que le fonds Barnier mobilise des moyens financiers considérables, qui ont été pérennisés.

Le risque d'inondation constitue le premier risque naturel en France, à la fois par le nombre de personnes exposées (17 millions de Français) et par le nombre d'emplois concernés (1 sur 3).

L'information des parties prenantes est essentielle pour diffuser la culture du risque et favoriser la résilience.

Le réseau Vigicrue assure la surveillance d'environ 23 000 km de linéaire, 7 j/7 et 24 h/24.

D'après les estimations de la Caisse centrale de réassurance, le coût des catastrophes naturelles sur la période 1982-2020 avoisinerait les 45 milliards d'euros. Il est intéressant de constater que les coûts des dommages dus à la sécheresse sont en passe de supplanter les coûts liés aux inondations. Les coûts globaux devraient augmenter de 50 % d'ici 2050, principalement du fait du dérèglement climatique, mais aussi en raison des constructions dans les zones à risque.

Sur la période 2022-2027, le fonds Barnier devrait héberger 1 milliard d'euros de ressources, sous réserve de l'approbation de la loi de finances.

S'agissant de la prévention des risques liés aux ouvrages hydrauliques, je rappelle que la réforme GEMAPI est entrée en vigueur le 1er janvier 2018. Elle a permis de clarifier le rôle de l'État, qui devient garant du contrôle des règles de sécurité. Elle prévoit aussi que les gestionnaires d'ouvrages ont la responsabilité, mais aussi la liberté, de définir le niveau de protection sur lequel ils s'engagent.

Les autorités compétentes en matière de GEMAPI sont désormais libres de définir leur propre stratégie de protection.

Sachez que l'État est aussi chargé du contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques, à travers 900 inspections par an réalisées par les services déconcentrés.

Hélène HERZOG-STASI

EN MATIÈRE DE PRÉVENTION DES RISQUES, L'ÉTAT PEUT-IL TOUT FAIRE ?

Yoann LA CORTE

Chacun aura compris que ce n'est évidemment pas le cas. La prévention des risques est une politique publique co-construite, qui nécessite le concours de toutes les autorités publiques. Les entreprises sont partie prenante de cette démarche, et la loi 3DS leur a d'ailleurs confié de nouvelles obligations dans la formation des salariés à la connaissance des risques environnant leurs sites. Enfin, la culture du risque repose aussi sur les concitoyens.

La DGPR a défini plusieurs priorités d'action à destination des citoyens. En premier lieu, il s'agit de moderniser les outils d'information. Par ailleurs, le gouvernement a souhaité organiser la première édition de la journée nationale de la résilience, qui se déroulera le 13 octobre 2022. Cette manifestation est une déclinaison de la Journée internationale de réduction des risques de catastrophes naturelles et technologiques.

Les informations sur cet événement sont disponibles sur le site du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires. Les propositions de contribution peuvent être déposées jusqu'au 4 octobre. Plusieurs centaines de projets ont d'ores et déjà été reçus. L'objectif consiste à promouvoir le plus grand nombre d'initiatives.

Le 13 octobre se tiendra la 5^e édition des Assises naturelles des risques naturels, à Strasbourg. Le fil conducteur de cette journée sera le changement climatique.

En ce qui concerne l'acculturation des citoyens, je précise que la DGPR déploie aussi des campagnes nationales de sensibilisation et de prévention, notamment sur le risque d'incendie de forêt et de végétation mais aussi sur les risques d'inondation.

Je conclurai en insistant sur l'importance du marquage du territoire, pour conserver la mémoire des événements passés. Chacun de nous doit s'attacher à mieux faire connaître les risques autour de lui, sans pour autant tenir un discours anxiogène. Des gestes simples permettent de sauver des vies.

Bruno ROULOT

Je suis maire d'une petite commune rurale et vice-président en charge de la transition écologique et de la biodiversité à la communauté d'agglomération de Châlons-en-Champagne.

Dans les années 1990, les schémas directeurs identifiaient déjà les problématiques que vous venez d'évoquer. Il me semble que nous avons accompli peu de progrès depuis cette époque.

À côté des effets du changement climatique, je voudrais insister sur les dégâts causés par l'imperméabilisation des sols. L'État n'a jamais cherché à limiter les constructions. Il existe pourtant des solutions très simples pour faciliter l'écoulement des eaux. Il est aussi possible de concevoir des parkings infiltrés.

À mon sens, la plus grande difficulté consiste à fournir à toutes les parties prenantes (industriels, agriculteurs, citoyens) une eau de qualité. De toute évidence, il faut revoir notre modèle économique.

J'ajoute que l'État interdit la construction de nouveaux puits, au nom du principe d'égalité devant la loi. Mais ce n'est pas une solution.

Par ailleurs, les installations d'assainissement non collectif ne sont plus financées par l'Agence de l'eau. De ce fait, les habitants continuent à déverser leur assainissement dans les puits.

Pourtant, certains acteurs économiques ont fait beaucoup d'efforts. C'est le cas par exemple de l'industrie de la betterave, qui a réduit considérablement sa consommation d'eau. Malheureusement, les collectivités ont accompli très peu d'efforts.

Hélène HERZOG-STASI

POUR REBONDIR SUR CETTE INTERVENTION, QUELS CHANGEMENTS DE FOND ONT EU LIEU DEPUIS LA TEMPÊTE XYNTHIA, IL Y A 12 ANS ?

Yoann LA CORTE

Je comprends le sentiment de découragement des élus locaux face à l'ampleur des actions à réaliser, alors que certains n'ont pas conscience des risques.

Concernant les enjeux d'imperméabilisation et d'urbanisation dans les zones exposées à des aléas, il est vrai que ces risques n'ont pas été suffisamment pris en compte dans les politiques d'urbanisation instaurées à la fin des années 1980. L'État a également mis en place des programmes d'actions de prévention des inondations (PAPI), comme évoqué précédemment. Ces plans apportent une bonne protection pour les constructions futures. Depuis la publication du cahier des charges PAPI en 2002, plus de 2,6 milliards d'euros ont été investis dans la protection des territoires – dont 1,1 milliard financé par l'État.

S'agissant de la gestion quantitative de l'eau, l'enjeu consiste à concilier les besoins spécifiques des industriels, du milieu agricole et des concitoyens, dans un contexte de raréfaction de la ressource. Or, les scientifiques expliquent que ces effets sont d'autant mieux gérés qu'ils sont anticipés.

J'en viens, enfin, à la question de la protection de la ressource en eau. Eau de Paris a déployé sur ses zones de captage un dispositif visant à protéger les sols et à encourager la pratique de l'agriculture biologique.

Il existe donc différents outils susceptibles d'être déployés sur l'ensemble des territoires.

Une représentante de l'UNAF

Comment expliquer aux citoyens qu'ils doivent être attentifs aux risques, tout en laissant certains maires accorder des permis de construire en zone inondable ?

Michel DEMOLDER

Nous avons la chance de disposer de plans de prévention des risques naturels d'inondation distinguant les zones constructibles des zones non constructibles. Ce plan s'impose au maire, qui ne peut délivrer de permis de construire en zone inondable. Il n'en reste pas moins que certains citoyens construisent en toute illégalité en zone inondable, ce qui nécessite un recours auprès du procureur de la République. D'ailleurs, certains plans de prévention permettent encore de construire en zone bleue.

Je voudrais revenir sur le fond Barnier. D'après un rapport sénatorial d'août 2019, il faudrait accroître ce fonds de près de 100 %.

Par ailleurs, je suis d'avis qu'il faudrait trouver une meilleure articulation entre les responsabilités de l'État et celles des collectivités. À titre d'exemple, la taxe GEMAPI relève désormais des collectivités, mais elle ne fait l'objet d'aucune contrepartie financière de l'État.

J'ajoute que les collectivités peuvent aussi être force de proposition dans ces domaines. Je rencontre, dans ma commune, des problèmes de retrait-gonflement d'argile. Or, dans notre PLU de 2009, nous préconisons déjà la réalisation d'études géotechniques. La loi ELAN 2 a fait de cette recommandation une obligation. Je refuse donc toutes les demandes de permis de construire lorsqu'elles ne sont pas accompagnées d'une étude géotechnique.

Enfin, je voudrais interpeller l'État sur la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle pour notre territoire. Malgré l'avis positif du Tribunal administratif, la commission ne nous a toujours pas décerné ce statut.

Yoann LA CORTE

En réponse à notre interlocutrice de l'UNAF, je tiens à souligner que l'État est très sensible aux situations dramatiques des familles et individus frappés par une catastrophe naturelle.

Pour lutter contre le risque d'inondation, le principal outil est la réglementation de l'urbanisation. Cette compétence revient en première instance aux maires, qui ont le pouvoir de définir les zones constructibles ou non.

Pour leur part, les préfets ont la faculté d'élaborer des documents ajoutant une couche de contraintes supplémentaires. Par exemple, ils peuvent limiter les

constructions nouvelles dans les zones bleues par certaines restrictions.

Lorsqu'il s'avère impossible de maîtriser le risque, la collectivité peut être amenée à exproprier le propriétaire. Le fonds Barnier permet d'acquérir un bien à l'amiable. Si les propriétaires refusent de quitter les lieux malgré un risque avéré pour la vie humaine, une procédure d'expropriation peut être engagée.

Diana LEFEUVRE

Je suis vice-présidente au syndicat Eau du pays de Fougères. Ce secteur connaît actuellement une situation de crise de sécheresse mais il est très difficile de sensibiliser la population.

À Fougères, l'eau potable provient exclusivement de nappes superficielles, ce que les habitants ne comprennent pas. La communication constitue donc un enjeu majeur.

Hervé PAUL

J'aimerais rectifier les propos de notre premier intervenant. Les dégâts causés par la tempête Alex ne peuvent être imputés à l'imperméabilisation, car ils ont touché des zones naturelles.

À propos de la culture du risque, je voudrais vous faire part de mon expérience. Dans ma propre commune, une vingtaine d'habitations ont été inondées par un affluent du Var. Certains aménagements avaient été effectués sans respecter les règles de l'art. Depuis novembre 2000, à chaque alerte météo, les services de la métropole et de la commune viennent vérifier que les grilles des avaloirs et les caniveaux sont propres. Je me déplace moi-même sur le terrain avec les équipes techniques.

Hélène HERZOG-STASI

Merci à tous pour ces échanges intéressants. En préparant cette table ronde, j'ai appris que la culture du risque est très développée en Suisse. Chaque citoyen a le devoir civique de constituer des réserves d'eau et de nourriture. Je vous laisse méditer sur cette information.



SERVICES PUBLICS LOCAUX
DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU,
DE L'ENVIRONNEMENT ET
DES E-COMMUNICATIONS

38^e Congrès FNCCR

DU 27 AU 29 SEPTEMBRE 2022
RENNES - BRETAGNE